

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MEZE

SEANCE PUBLIQUE DU DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT DEUX A DIX  
HUIT HEURES

**Présents** : M. BAEZA, Mme IMBERT, M. DALBIGOT, Mme GALIBERT, M. CURE, Mme GARCIA, Mme GIMENEZ SILVA, M. NICOLAS, Mme PELAIN, M. PARRA, Mme MUNOZ, M. ARCHIMBEAU, Mme GALAMBAUD, M. BOUFFINIER, Mme BOUDET, M. PREUX, Mme CARUSO, M. LAURENT, M. BOUDJEMA, Mme LEROY, M. DELEU, Mme BOISNEL, M. DEFEND, M. OLOMBEL, Mme ESTRADA CALUEBA, Mme DARDE, M. GOUDARD, M. PHOCAS

**Ont donné pouvoir** : M. GRAINE (à M. PARRA), Mme AKNIN (à Mme PELAIN), Mme FALCON DE LUCA (à Mme ESTRADA CALUEBA), M. CHARBONNIER (à Mme DARDE), M. ASPA (à M. OLOMBEL)

**Sous la présidence de** : M. BAEZA

**Secrétaire de séance** : M. Simon DEFEND

**OBJET : ENVIRONNEMENT – APPROBATION DU REGLEMENT POUR LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS DE LA COMMUNE DE MEZE**

Monsieur NICOLAS Numa expose que le service de collecte des encombrants proposé aux Mézois, assuré par le service municipal de la propreté urbaine, n'est à ce jour, pas règlementé.

L'autorité organisatrice de ce service, la Commune de Mèze, a la charge d'en définir les conditions d'application.

A cette fin, des dispositions doivent être inscrites au sein d'un règlement, qui est proposé en annexe à la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

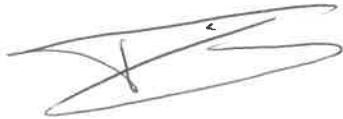
**L'exposé de M. NICOLAS entendu et après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE,**

- **APPROUVE** les termes du règlement ci-annexé, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

- **AUTORISE** M. le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à ce sujet.

**Le Maire**


**Thierry BAEZA**



**Le secrétaire de séance**

**Simon DEFEND**



Acte adressé au Représentant de l'État le	16-12-2022
Acte reçu par le Représentant de l'État le	16-12-2022
Acte publié, affiché et notifié le	16-12-2022
 <b>ACTE EXECUTOIRE</b>	

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)